

Accord interprofessionnel

ACCORD INTERPROFESSIONNEL DU 22 DÉCEMBRE 2006

INSTITUANT UNE COMMISSION PARITAIRE DÉPARTEMENTALE

(GERS)

NOR : ASET0751019M

Entre :

L'union patronale gersoise (UPG) des syndicats professionnels du Gers, représentant le MEDEF et la CGPME ;

L'union départementale de l'artisanat gersois (UPA) ;

La section départementale de l'union nationale des associations des professions libérales (UNAPL 32),

D'une part, et

L'union départementale CFDT du Gers ;

L'union départementale CGT du Gers ;

L'union départementale CGT-FO du Gers ;

L'union départementale CFTC du Gers ;

L'union départementale CFE-CGC du Gers,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Cadre juridique et champ d'application

Le présent accord, qui se situe dans le champ d'application de l'article L. 132-30 du code du travail, a pour objet d'organiser la mise en place, dans le département du Gers, d'une commission paritaire interprofessionnelle.

Il se substitue à l'accord signé le 7 juin 2000, devenu sans objet.

Le présent accord et la commission paritaire qu'il institue ont vocation à couvrir toutes les entreprises du département du Gers.

Article 2

Création de la commission paritaire interprofessionnelle départementale

A la date d'entrée en vigueur du présent accord est instituée dans le département du Gers une commission paritaire interprofessionnelle.

La commission a pour rôle :

- de concourir à l'étude et à l'application d'accords collectifs de travail dans le respect du principe de faveur ;
- la commission peut également se saisir de toute question relevant du domaine de compétence des partenaires sociaux.

Article 3

Composition

Représentation salariale

Elle est constituée d'un représentant titulaire et d'un représentant suppléant par organisation syndicale de salariés signataire du présent accord.

Représentation patronale

Elle est composée d'autant de membres désignés par les organisations syndicales d'employeurs signataires que de membres de la représentation salariale.

Chaque organisation désigne librement ses représentants dans le respect de ses règles statutaires propres et en informe le président et le vice-président de la commission.

Article 4

Modalités de fonctionnement

Présidence. – Secrétariat

La présidence de la commission est assurée conjointement par un président et un vice-président dont les mandats sont fixés à 1 an.

Le président et le vice-président sont désignés alternativement 1 année sur 2 au sein de chacune des délégations représentant les employeurs et les salariés.

Il est procédé à la désignation d'un secrétaire et d'un secrétaire-adjoint selon les mêmes modalités, étant entendu que la délégation disposant de la présidence se voit confier le secrétariat adjoint.

Organisation des réunions

La commission se réunira, en principe, chaque trimestre.

En cas de besoin, elle se réunira spécialement sur décision conjointe du président et du vice-président.

La commission paritaire se réunit sur convocation rédigée et adressée par le secrétaire à chacun des membres 15 jours au moins avant la séance.

Cette convocation contient l'ordre du jour de la séance dont le contenu est arrêté conjointement par le président et le vice-président.

La commission ne peut valablement délibérer que si 5 membres au moins sont présents, répartis à raison d'au moins 2 par délégation (employeurs, d'une part, et salariés, d'autre part).

Chacune des organisations d'employeurs et de salariés peut donner mandat à l'organisation de son choix aux fins de la représenter aux réunions de la commission. Un même mandataire ne peut être titulaire de plus de 2 mandats.

Les comptes rendus sont rédigés par le secrétaire, visés par le secrétaire adjoint et approuvés en réunion de la commission ou par consultation écrite des membres.

Elle peut décider la mise en place de groupes de travail paritaires et décider de l'indemnisation de ses membres.

Les salariés ou les membres participant à la commission ou aux groupes de travail disposeront de possibilités pour s'absenter pour assister aux réunions et aux différents travaux de la commission sous réserve de l'accord de l'employeur, dans la limite de 10 heures par trimestre.

Le temps d'absence pris sur le temps de travail donnera lieu au maintien du salaire par l'employeur, celui-ci pourra en demander le remboursement auprès de la commission.

Les organisations patronales signataires sensibiliseront leurs adhérents à la nécessité de permettre aux salariés concernés de participer aux réunions décidées par la commission.

Article 5

Financement

La commission est habilitée à solliciter tous financements en rapport avec les actions qu'elle pourrait mener.

Article 6

Durée

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Article 7

Dépôt de l'accord

Conformément aux dispositions du code du travail, le présent accord fera l'objet d'un dépôt en 5 exemplaires à la DDTEFP du Gers ainsi qu'à un dépôt par voie électronique.

Fait à Auch, le 22 décembre 2006.

(Suivent les signatures.)